



Rapport 2021-DICS-4

27 avril 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil relatif au postulat 2020-GC-189 Giovanna Garghentini Python – Etat des lieux de la culture inclusive (postulat déposé au nom du Club Culture du Grand Conseil)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport sur le postulat Giovanna Garghentini Python – Etat des lieux de la culture inclusive (postulat déposé au nom du Club Culture du Grand Conseil).

1. Introduction	1
1.1. Présentation du postulat	1
1.2. Rapport du Conseil d'Etat	1
2. Encouragement de la culture pour toutes et tous	2
3. Politique relative à la personne en situation de handicap	2
4. Accessibilité des infrastructures	3
5. Etat des lieux des offres culturelles inclusives dans le canton de Fribourg	3
6. Conclusion	5

1. Introduction

1.1. Présentation du postulat

Par postulat déposé et développé le 20 novembre 2020, la députée Giovanna Garghentini Python (au nom du Club Culture du Grand Conseil) rappelle les difficultés voire parfois l'impossibilité pour une partie de la population, notamment pour les personnes vivant avec un handicap moteur, auditif, visuel, une déficience intellectuelle ou avec des troubles psychiques, de participer aux activités culturelles telles qu'aller au théâtre, au cinéma, visiter une exposition participer à un festival. Cette inaccessibilité à l'offre s'étend sur divers domaines: l'accès physique (barrières architecturales), manque d'offre et de médiation culturelles, contenu de communication publique peu adapté à certains handicaps, difficultés d'accès à un emploi dans ce secteur. La députée rappelle que la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) ratifiée par la Suisse en 2014 ainsi que la loi fribourgeoise sur les personnes en situation de handicap entrée en vigueur en 2018, demandent l'accessibilité dans tous les domaines de la vie pour atteindre une société inclusive.

Soulignant les efforts entrepris par diverses institutions culturelles (accès physique, boucles magnétiques, spectacles sous-titrés ou interprétés en langage des signes, matériel en langage simplifié, activités en audiodescription), la députée demande au Conseil d'Etat d'établir un rapport sur les offres culturelles inclusives qui existent dans le canton de Fribourg et d'étudier les mesures nécessaires pour pouvoir mettre en place un plan d'actions pour que de telles offres se développent dans le canton.

Le Conseil d'Etat a décidé de donner suite directe audit postulat par le présent rapport.

1.2. Rapport du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat est conscient des difficultés rencontrées par une partie de la population dans l'accès à l'entier de la programmation culturelle offerte dans le canton, et aux inégalités qui en découlent. De façon générale, l'accès de toutes et tous à la vie de la communauté est un enjeu important et l'Etat se doit de contribuer à créer des conditions favorables pour permettre aux diverses franges de la population, notamment les personnes en situation de handicap, de bénéficier de l'entraide et de l'échange nécessaires pour une intégration, quand bien même l'Etat n'est ni propriétaire ni gestionnaire des structures concernées.

Ce principe est également valable pour la participation de ces personnes à la vie culturelle. Dans son rapport 2017-DICS-33 sur le postulat Pierre Mauron et Eric Collomb sur les subventions cantonales en faveur de la culture, le Conseil d'Etat présentait cinq enjeux de politique culturelle, parmi lesquelles la volonté de consolider les mesures d'accès, de médiation culturelle et de sensibilisation à la culture pour tous les publics (et en particulier le jeune public), afin de favoriser le bien-être et la cohésion sociale.

La question de l'inclusion dans le domaine de la culture touche plusieurs secteurs, notamment:

- > l'encouragement de la culture et de la création artistique et culturelle;
- > la promotion de l'accès et de la participation culturelle, notamment pour les personnes en situation de handicap;
- > l'accessibilité «physique» à l'offre culturelle, dans le respect des normes appliquées.

2. Encouragement de la culture pour toutes et tous

Les missions de l'Etat sont fixées dans la loi sur les affaires culturelles du 24 mai 1991 (LAC, RSF 480.1), dont l'article 5 let. c précise sa responsabilité de favoriser un accès de chacun-e aux activités culturelles et au patrimoine, domaine qui relève en priorité des personnes privées. En premier lieu, en allouant des contributions financières (subventions) à la création culturelle, l'Etat permet de baisser le prix des produits culturels, et ainsi de les rendre plus accessibles économiquement. En préavisant l'octroi de soutiens financiers en faveur de la culture, la commission cantonale des affaires culturelles – une commission citoyenne et représentative de la population – est attentive à ce que les projets soutenus visent tant la diversité culturelle que le public intéressé. Tous les dispositifs de soutien (aides aux projets, manifestations, prix, bourses, ateliers à l'étranger, acquisition d'œuvres, etc.) peuvent être sollicités par les personnes et associations établies dans le canton, dont les demandes sont traitées sans discrimination. La participation active de personnes en situation de handicap à des productions ou activités culturelles est également soutenue, à l'exemple de la compagnie de l'Au-delà, de la bibliothèque interculturelle LivrEchange ou du CREAHM (atelier d'art différencié).

Initiée par le Service de la culture, diverses mesures ciblées tendent aussi à renforcer l'inclusion de toute la population au sens large:

- > Aide à la diffusion qui permet aux créations fribourgeoises de mieux circuler dans les régions du canton
- > Renforcement progressif des activités de médiation culturelle dans les institutions culturelles de l'Etat

- > Développement du programme «Culture & Ecole» visant l'accès à la culture pour les écoles, finance et renforce l'offre «jeune public» pour les écoles, avec un volet de médiation culturelle particulièrement développé, et qui a bénéficié à plus de 30 000 élèves par an
- > Soutien financier vers plusieurs projets favorisant la participation des publics à l'offre culturelle, à l'instar de l'AG Culturel pour les résident-e-s fribourgeois-e-s de moins de 26 ans ou la Carte Culture Caritas pour les personnes à revenu modeste.
- > Soutien de projets culturels spécifiques renforçant l'accès de la population à des offres culturelles et artistiques dans plusieurs langues (principalement des projets bilingues).
- > Implication du Service de la culture en tant que délégué au sein du groupe de travail mis en place par la Confédération et les cantons pour développer des mesures favorisant la participation culturelle (dont plusieurs réunions de sensibilisation des acteurs et services culturels, ainsi que l'élaboration de publications spécialisées) et en accompagnant l'Office fédéral de la culture dans ses appels à projets.

Il est à relever aussi que les institutions culturelles de l'Etat ont, de par la loi sur les institutions culturelles de l'Etat du 2 octobre 1991 (LICE, RSF 481.0.1) pour mission d'offrir à un public aussi large que possible des prestations culturelles et de valorisation du patrimoine fribourgeois. Ces dernières années, mentionnons que l'Etat s'est engagé à renforcer l'accès à la culture, par exemple dans le cadre du projet de nouveau bâtiment pour le Musée d'histoire naturelle, actuellement en crédit d'étude et qui mettra particulièrement en avant des espaces de rencontre et de médiation accessibles à tous. Il en est de même pour la construction en cours du siège de la Bibliothèque cantonale et universitaire avec ses futurs espaces de lecture, de consultation et de travail, de l'offre de pratique musicale et de la décentralisation territoriale du Conservatoire, ou encore du renforcement du réseau bibliothécaire fribourgeois actuellement à l'étude.

3. Politique relative à la personne en situation de handicap

La loi du 12 octobre 2017 sur la personne en situation de handicap (LPSH, RSF 10.4) prévoit à l'art. 4 al. 3 let. f que l'Etat prenne des mesures pour «encourager la participation des personnes en situation de handicap aux tâches et activités de la communauté». En particulier, elle stipule à l'art. 10 que «L'Etat peut accorder des aides financières pour soutenir des initiatives favorisant la participation de la personne en situation de handicap aux activités associatives et communautaires». Conformément à l'article 5 de la même loi, le Conseil d'Etat définit ses actions prioritaires dans un plan de mesures pluriannuel qui détermine les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre. Le **plan de mesures 2018–2022** prévoit un soutien financier «au démarrage de

projets visant l'intégration des personnes en situation de handicap dans des activités et manifestations de type culturel, sportif ou récréatif, comme celles organisées par les associations de sport, les scouts, les associations de quartier, les chœurs. Ce soutien financier permet aussi de lutter contre les préjugés et de mieux faire reconnaître les compétences et les besoins des personnes en situation de handicap.» Le Service de la prévoyance sociale (SPS) prévoit prochainement un appel à projets (retardé en raison de la pandémie), à l'instar des appels déjà effectués pour les projets intergénérationnels dans le contexte de la mise en œuvre de la politique Senior+. Parmi les projets ayant bénéficié d'un soutien financier de l'Etat figure notamment celui de Pro Infirmis pour son 75^e anniversaire en 2021, qui prévoit un spectacle inclusif où des personnes en situation de handicap du canton de Fribourg se produiront aux côtés de professionnel-le-s des arts de la scène, après avoir participé à des ateliers de chant, danse ou théâtre.

4. Accessibilité des infrastructures

Lorsqu'il construit des infrastructures, l'Etat respecte des normes d'accessibilité des bâtiments ou installations accessibles au public. C'est le cas aussi pour tout projet de construction publique et pour les bâtiments importants. Ces normes sont vérifiées par la Commission d'accessibilité (CA) instituée par la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions du 2 décembre 2008 (LATeC, RSF 710.1), qui formule des recommandations et préavise les projets de construction ou de rénovation sur présentation de permis de construire, selon l'art. 129 LATeC. Elle vérifie notamment que l'accès des personnes handicapées à ces ouvrages ou prestations soit possible sans difficulté. Parmi les normes en vigueur, la norme SIA 500 «Constructions sans obstacles» fixe différentes règles sur des aspects constructifs (WC adaptés, rampe d'accès, installation d'ascenseur aux dimensions adaptées, places de stationnement), sensoriels (éclairage adapté, acoustique des salles, avec pose de boucle magnétique) ou encore la signalisation (marquage des escaliers, etc.). Le champ d'action de la CA reste limité car réglementé. En ce sens, il n'existe pas de levier légal pour exiger la mise en conformité des vieux bâtiments, du point de vue de la loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés du 1^{er} janvier 2004 (LHand, RS 151.3), (constructions autorisées avant l'entrée en vigueur de la loi), si ceux-ci ne font pas l'objet d'une demande de permis de construire pour leur rénovation par exemple. Dans le domaine culturel, c'est le cas de bâtisses anciennes qui accueillent actuellement des musées ou du patrimoine.

5. Etat des lieux des offres culturelles inclusives dans le canton de Fribourg

Le postulat demande un rapport sur les offres culturelles inclusives qui existent dans le canton. Le Conseil d'Etat tient à préciser qu'il n'est lui-même ni initiateur ni coordinateur de ces offres, et ne dispose pas d'un tel annuaire complet. L'association Procap Suisse propose ce service en répertoriant les lieux et manifestations culturelles qui indiquent leurs conditions d'accessibilité aux personnes avec handicap de la vue, de l'ouïe ou à mobilité réduite. Actuellement, une trentaine de lieux culturels fribourgeois y sont recensés, parfois de manière lacunaire ou nécessitant une mise à jour. De même, le site Internet de l'association nationale des musées *museums.ch* permet une recherche de musées selon leurs conditions d'accessibilité: sur 28 musées fribourgeois membres, 14 se présentent comme partiellement accessibles en fauteuils roulants, dont 12 complètement accessibles. A titre comparatif, un récent article de *La Liberté* du 13 janvier 2021 faisait état d'une moyenne de 35% de musées totalement accessibles aux chaises roulantes au niveau suisse. Il est aussi à noter que le Service Culture inclusive de Pro Infirmis propose un accompagnement aux structures culturelles qui veulent améliorer leur accessibilité aux publics. Cet accompagnement peut déboucher sur l'obtention d'un label. Sur la septantaine d'institutions au bénéfice de ce label en Suisse, une se situe dans le canton de Fribourg (CREAHM à Villars-sur-Glâne).

Afin de répondre de manière plus détaillée à la demande du postulat, une enquête a été réalisée entre le 17 décembre 2020 et le 17 janvier 2021. Elle a été adressée par le SeCu aux bibliothèques publiques, institutions culturelles cantonales, musées membres de l'association fribourgeoise des musées et principaux acteurs culturels professionnels du canton (salles d'importance régionale, principales saisons culturelles, bénéficiaires d'aides pluriannuelles et compagnies confirmées). 51 répondant-e-s y ont pris part, selon les proportions suivantes: bibliothèque/médiathèque 47%, musées 24%, salle de spectacle 14%, acteur et actrice culturel-le 12%, autre 6%. Les questions du sondage ont été structurées selon les quatre champs d'application de la charte d'accessibilité de la section «Culture inclusive» de Pro Infirmis Suisse: 1) l'offre culturelle, 2) l'accès aux contenus, 3) l'accès architectural, 4) les offres d'emploi et la communication. En voilà les principaux résultats (les données complètes et anonymes peuvent être demandées au Service de la culture):

1) L'offre culturelle

A la question «L'institution culturelle traite de la diversité, de la participation et du handicap dans son programme et/ou dans ses pratiques de médiation», plus de la moitié (53%) des répondant-e-s ont dit oui ou plutôt oui. En revanche, seuls 14% indiquent (par oui ou plutôt oui) associer à leur démarche des artistes et/ou médiatrices et médiateurs en situation de handicap.

2) L'accès aux contenus

40% des sondés indiquent avoir un accès sans obstacles aux contenus de leurs œuvres, 40% répondent plutôt oui, 16% plutôt non et 4% non. 66% indique contrôler dans quelle mesure les contenus de son offre culturelle sont accessibles aux personnes en situation de handicap. La mise en œuvre d'aides et d'instruments pour rendre ses prestations plus faciles à voir, entendre, expérimenter ou comprendre est plus contrastée: en effet, 48% des répondants indiquent oui ou plutôt oui, alors que 52% répondent non ou plutôt non.

3) L'accès architectural

A la question «l'institution culturelle offre un accès sans obstacles architecturaux», la grande majorité répond oui (40%) ou plutôt oui (40%). Au contraire, seuls 26% indiquent contrôler avec des expert-e-s avec et sans handicap dans quelle mesure la circulation et l'orientation sont possibles dans les espaces ouverts au public. 40% indique clairement ne pas le faire.

4) Offres d'emploi

76% des répondant-e-s ont indiqué non ou plutôt non à la question «L'institution culturelle associe les personnes en situation de handicap à ses activités. Pour ce faire, elle offre diverses possibilités: stages, places d'apprentissage, entraînement au travail, emplois accompagnés, emplois fixes, emplois à temps partiel, fonction d'expert-e-s donnant des conseils et des cours de sensibilisation.».

5) Communication

Un peu moins de la moitié (42%) des sondés disposent d'une stratégie de communication permettant de faire connaître à toutes et à tous son offre et sa politique d'inclusion.

6) Initiatives existantes

Les mesures déjà en place sont nombreuses et diverses. Elles comprennent notamment le recours à des personnes avec handicap pour des visites guidées ou des activités (souper à l'aveugle), l'utilisation de matériel de soutien pour la compréhension des spectacles et expositions (bandes magnétiques, versions écrites, tablettes numériques, scénographie adaptée, etc.), l'acceptation de chiens d'assistance, la réservation de rangées plus spacieuses, la mise à disposition de livres en caractères adaptés pour malvoyant-e-s et dyslexiques, l'accueil de compagnies formées d'artistes avec handicap, des collaborations avec des institutions et ateliers spécialisés dans le cadre d'événements ou pour l'élaboration de la programmation ou avec des associations spécialisées (Pro Infirmis, Ecoute Voir, Procap, Zugangsmonitor, Myhandicap Schweiz, etc.), en particulier pour assurer une bonne communication de ces offres auprès des personnes concernées. Plusieurs répondant-e-s indiquent donner accès à des espaces privés aux personnes handicapées pour mieux circuler (ascenseurs et couloirs du personnel) ou se mettre à

disposition pour aider les visiteurs ayant besoin d'assistance, lorsqu'il y a des petits obstacles à franchir.

Les expériences déjà pratiquées incluent l'engagement de personnes par l'AI ou des stages de placement de l'ORIF (Intégration et formation professionnelle), avec des bilans contrastés. Quelques emplois fixes à temps partiels sont occupés par des personnes en situation de handicap physique ou psychique dans les institutions culturelles de l'Etat. Certaines structures culturelles font appel aux services d'ateliers protégés pour les repas et la blanchisserie.

7) Difficultés et mesures d'amélioration

Interrogés sur des mesures d'amélioration visant intégrer davantage de mesures inclusives dans leurs institutions, les répondant-e-s proposent de sortir plus régulièrement de leurs murs à la rencontre des publics, de développer des collaborations avec des institutions spécialisées ou encore d'impliquer de manière créative les artistes autour des questions du handicap: comment tout faire voir à quelqu'un privé de vue? Plusieurs institutions ont des projets de rénovation pour un accès facilité (portes, seuils, rampes, monte-escaliers mobiles) et une signalétique adaptée. L'idée d'utiliser dans sa communication un langage simplifié (FALC) fait aussi son chemin.

Les principaux freins à ces démarches sont le manque de ressources humaines et financières, ainsi que de connaissances du personnel, et plusieurs partagent un intérêt pour des cours de sensibilisation du personnel à cette thématique. Si les institutions sont prêtes à accueillir des personnes souffrant d'un handicap en stage de reconversion, elles soulignent le temps d'accompagnement et la place nécessaires, dont elles ne disposent pas suffisamment. Elles souhaiteraient davantage de soutien pour mener à bien ce type d'expériences. Les musées étant souvent situés dans des bâtiments anciens et historiques avec une configuration peu adaptée, plusieurs répondants mentionnent la difficulté de procéder à des améliorations architecturales.

Les commentaires généraux finaux indiquent un réel intérêt pour une culture plus inclusive, mais témoignent aussi des difficultés à mettre en place des mesures concrètes. Financement et conseils de spécialistes seraient bienvenus.

6. Conclusion

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de la situation et entend poursuivre son engagement pour une culture plus inclusive au cours des prochaines années. En particulier, il prévoit plusieurs mesures:

- > **Par le Service de la prévoyance sociale:** appels à projets favorisant l'inclusion des personnes en situation de handicap dans des activités et manifestations de type culturel, sportif ou récréatif; un bilan des projets soutenus dans le contexte du plan de mesures 2018–2022 élaboré pour la mise en œuvre de la politique relative à la personne en situation de handicap (mentionné dans ce rapport au point 2) sera fait avant d'étudier d'éventuelles actions complémentaires.
- > **Par le Service de la culture:** sensibilisation accrue des acteurs et institutions culturels fribourgeois à inclure ou à consulter davantage les publics empêchés dans leurs projets, notamment par des mentions dans des contrats de prestations entre l'Etat et des tiers culturels.
- > **Par le Service de la culture:** sensibilisation des acteurs et institutions culturels aux mesures d'amélioration qu'ils peuvent entreprendre assez facilement pour mieux faire connaître leur situation en matière d'accessibilité architecturale leurs offres adaptées aux publics empêchés. Cela passe par exemple par la mise à jour plus régulière de leurs informations sur les plateformes en ligne recensant les offres inclusives et la valorisation de leurs actions inclusives sur leurs propres canaux de communication. Le Service de la culture sensibilisera aussi les acteurs et institutions culturels à la possibilité de faire appel au Service Culture Inclusive de Pro Infirmis pour des conseils ou pour un accompagnement dans l'obtention du Label décerné par cette organisation.
- > **Sous l'impulsion du Service de la culture:** instauration d'une plateforme d'échange et de coordination inter directionnelle entre services étatiques (Service de la culture, Service de la prévoyance sociale, Service de l'enfance et de la jeunesse, Bureau de l'intégration des migrant-e-s et de la prévention du racisme) concernés par les questions liant culture et société (participation culturelle, intégration, inclusion). Renforcement des échanges entre cette plateforme, les communes et les organismes spécialisés, notamment le Service Culture Inclusive de Pro Infirmis.

En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte de ce rapport.



Bericht 2021-DICS-4

27. April 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2020-GC-189 Giovanna Garghentini Python – Bestandsaufnahme der inklusiven Kultur (vom Kulturklub des Grossen Rates eingereichtes Postulat)

Hiermit unterbreiten wir Ihnen einen Bericht zum Postulat Giovanna Garghentini Python über den Stand der Situation der inklusiven Kultur (vom Kulturklub des Grossen Rates eingereichtes Postulat).

1. Einleitung	6
1.1. Zusammenfassung des Postulats	6
1.2. Bericht des Staatsrats	6
2. Kulturförderung für alle	7
3. Politik für Menschen mit Behinderungen	8
4. Zugänglichkeit der Einrichtungen	8
5. Bestandsaufnahme der inklusiven Kulturangebote im Kanton Freiburg	8
6. Schlussfolgerungen	10

1. Einleitung

1.1. Zusammenfassung des Postulats

In einem am 20. November 2020 eingereichten und begründeten Postulat weist Grossrätin Giovanna Garghentini Python (im Namen des Kulturklubs des Grossen Rates) darauf hin, dass es für einen Teil der Bevölkerung, insbesondere für Menschen mit einer motorischen Behinderung, einer Hör- oder Sehbehinderung, einer geistigen Behinderung oder mit psychischen Störungen, schwierig und manchmal gar unmöglich ist, an kulturellen Aktivitäten teilzunehmen wie etwa ein Theater, ein Kino, ein Festival oder eine Ausstellung zu besuchen. Dieser fehlende Zugang zum Angebot umfasst verschiedene Bereiche: physischer Zugang (bauliche Hindernisse), Mangel an kulturellem Angebot und kultureller Vermittlung, inhaltlich kaum an bestimmte Behinderungen angepasste öffentliche Kommunikation, fehlende Arbeitsangebote in diesem Bereich. Die Grossrätin erinnert daran, dass das von der Schweiz 2014 ratifizierte UNO-Übereinkommen über die Rechte von Menschen mit Behinderungen (UNO-BRK) sowie das 2018 in Kraft getretene Freiburger Gesetz über Menschen mit Behinderungen die Barrierefreiheit in allen Lebensbereichen (gleichberechtigte Teilhabe an allen gesellschaftlichen Lebensbereichen) fordern, um eine inklusive Gesellschaft zu erreichen.

Die Grossrätin verweist auf die Bemühungen, die verschiedene Kulturinstitutionen bereits unternommen haben (physischer Zugang, Höranlagen, Untertitelte oder in Gebärdensprache gedolmetschte Aufführungen, Material in leichter Sprache, Aktivitäten mit Audiodeskription), und fordert den Staatsrat auf, einen Bericht über die im Kanton Freiburg bestehenden inklusiven Kulturangebote zu erstellen. Zudem sollen Massnahmen geprüft werden, die erforderlich sind, um einen Aktionsplan für die Entwicklung solcher Angebote im Kanton Freiburg umzusetzen.

Der Staatsrat hat sich entschieden, diesem Postulat mit dem vorliegenden Bericht direkt Folge zu geben.

1.2. Bericht des Staatsrats

Der Staatsrat ist sich bewusst, dass es für einen Teil der Bevölkerung schwierig ist, Zugang zum gesamten Kulturangebot des Kantons zu erhalten, was zu Ungleichheiten führt. Die Teilhabe am gesellschaftlichen Leben ist generell für alle ein wichtiges Thema. Auch wenn der Staat weder Eigentümer noch Verwalter der betreffenden Einrichtungen ist, sollte er dazu beitragen, ein günstiges Umfeld zu schaffen, damit die verschiedenen Bevölkerungsgruppen und insbesondere

Menschen mit Behinderungen vom gegenseitigen Austausch profitieren können, was für ihre Integration unerlässlich ist.

Dieser Grundsatz gilt auch für die Teilhabe dieser Menschen am kulturellen Leben. In seinem Bericht 2017-DICS-33 zum Postulat Pierre Mauron und Eric Collomb über kantonale Subventionen für die Kultur zählte der Staatsrat fünf kulturpolitische Herausforderungen auf, um das Wohlbefinden und den sozialen Zusammenhalt zu fördern, darunter etwa die Konsolidierung der Massnahmen für den Zugang zur Kultur, die Kulturvermittlung und die Kultursensibilisierung für alle Zielpublika (und insbesondere das junge Publikum).

Die Frage der Inklusion im Bereich der Kultur betrifft mehrere Bereiche, darunter Folgende:

- > die Förderung der Kultur sowie des Kunst- und Kulturschaffens;
- > die Förderung des Zugangs zur Kultur und der kulturellen Teilhabe, insbesondere für Menschen mit Behinderungen;
- > die «physische» Zugänglichkeit zum kulturellen Angebot, unter Einhaltung der geltenden Normen.

2. Kulturförderung für alle

Die Aufgaben des Staates sind im Gesetz vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten (KAG, SGF 480.1) festgelegt, in dessen Artikel 5 Bst. c die Verantwortung für die Erleichterung des Zugangs aller Menschen zu kulturellen Aktivitäten und zum Kulturerbe erläutert wird. Dieser Bereich liegt in erster Linie in der Verantwortung von Privatpersonen. Durch die Vergabe von Finanzhilfen (Subventionen) für das kulturelle Schaffen ermöglicht es der Staat, die Kosten für kulturelle Produktionen zu senken und diese damit wirtschaftlich zugänglicher zu machen. Die Kommission für kulturelle Angelegenheiten – eine für die Bevölkerung repräsentative Bürgerkommission – achtet bei der Entscheidung über die Gewährung von Finanzhilfen für die Kultur darauf, dass die geförderten Projekte sowohl der kulturellen Vielfalt als auch dem interessierten Zielpublikum dienen. Alle Förderinstrumente (Fördermittel für Projekte, Veranstaltungen, Preise, Stipendien, Gastaufenthalte im Ausland, Werkkäufe usw.) können von Einzelpersonen und Vereinen mit Sitz im Kanton beantragt werden, deren Gesuche gleichwertig behandelt werden. Auch die aktive Partizipation von Menschen mit Behinderung an kulturellen Produktionen oder Aktivitäten wird unterstützt, zum Beispiel durch die Compagnie Au-de-l'Astre, die interkulturelle Bibliothek LivrEchange oder das Atelier CREAHM (Werkstatt für «andere Kunst»).

Mit verschiedenen gezielten Massnahmen, die vom Amt für Kultur angeregt wurden, wird ebenfalls versucht, die Inklusion der gesamten Bevölkerung im weitesten Sinne zu stärken:

- > Gastspielförderung, damit die Freiburger Produktionen in den Regionen des Kantons besser verbreitet werden können.
- > Schrittweise Verstärkung der Aktivitäten zur Kulturvermittlung in den kulturellen Institutionen des Staates.
- > Erweiterung des Programms «Kultur & Schule» mit dem Ziel, Schulen den Zugang zur Kultur zu ermöglichen, zudem Finanzierung und Stärkung des speziellen Jugendangebots für Schulen mit einem besonders ausgeprägten Kulturvermittlungsprogramm, von dem jedes Jahr mehr als 30 000 Schülerinnen und Schüler profitieren.
- > Finanzielle Unterstützung für mehrere Projekte, welche die Teilnahme des Publikums am kulturellen Angebot fördern, wie das Kultur GA für Freiburgerinnen und Freiburger unter 26 Jahren oder die KulturLegi Caritas für Menschen mit geringem Einkommen.
- > Unterstützung besonderer kultureller Projekte, die den Zugang der Bevölkerung zu kulturellen und künstlerischen Angeboten in mehreren Sprachen fördern (hauptsächlich zweisprachige Projekte).
- > Mitwirkung des Amtes für Kultur in der von Bund und Kantonen eingesetzten Arbeitsgruppe für die Erarbeitung von Massnahmen zur Förderung der kulturellen Teilhabe (u.a. mehrere Treffen zur Sensibilisierung von Kulturschaffenden und Kulturämtern sowie die Erstellung von Fachpublikationen) und durch Begleitung des Bundesamts für Kultur bei dessen Projektausschreibungen.

Es sei auch darauf hingewiesen, dass die kulturellen Institutionen des Staates gemäss dem Gesetz vom 2. Oktober 1991 über die kulturellen Institutionen des Staates (KISG, SGF 481.0.1) den Auftrag haben, einem möglichst breiten Publikum kulturelle Dienstleistungen anzubieten und das kulturelle Erbe Freiburgs aufzuwerten. In den vergangenen Jahren hat sich der Staat verpflichtet, den Zugang zur Kultur zu fördern, zum Beispiel im Rahmen des geplanten Neubauprojekts für das Naturhistorische Museum, bei dem ein besonderer Schwerpunkt auf die Zugänglichkeit der Begegnungs- und Vermittlungsräume gelegt werden soll. Gleiches wird verfolgt mit den Bauarbeiten am Zentralgebäude der Kantons- und Universitätsbibliothek mit ihren künftigen Lese-, Konsultations- und Arbeitsräumen, mit der räumlichen Dezentralisierung des Konservatoriums oder mit dem Ausbau des Freiburger Bibliotheksverbunds, der derzeit geprüft wird.

3. Politik für Menschen mit Behinderungen

Gemäss Artikel 4 Abs. 3 Bst. f des Gesetzes vom 12. Oktober 2017 über Menschen mit Behinderungen (BehG, SGF 10.4) soll der Staat Massnahmen ergreifen, um Menschen mit Behinderungen zu ermutigen, an den Aufgaben und Aktivitäten der Gemeinschaft teilzunehmen. Insbesondere steht in Artikel 10, dass der Staat «finanzielle Hilfen gewähren [kann], um Initiativen, welche die Teilhabe von Menschen mit Behinderungen am Vereins- und Gemeinschaftsleben fördern, zu unterstützen.» Und nach Artikel 5 dieses Gesetzes bestimmt der Staatsrat die Prioritäten des staatlichen Handelns in einem mehrjährigen Massnahmenplan, in dem die nötigen Finanzmittel für seine Umsetzung festgesetzt werden. Der **Massnahmenplan 2018–2022** sieht vor, dass «der Staat den Start von Projekte aus den Bereichen Kultur, Sport und Freizeitaktivitäten finanziell unterstützen [kann], wenn diese die Teilhabe und Inklusion von Menschen mit Behinderungen zum Ziele haben. Dies gilt namentlich für Projekte von Sportvereinen, Pfadfindern, Quartiervereinen oder Chören. Durch diese finanzielle Unterstützung wird Vorurteilen entgegen gewirkt und die Anerkennung der Kompetenzen und Bedürfnisse von Menschen mit Behinderungen wird verbessert.» Das Sozialvorsorgeamt (SVA) will demnächst – ähnlich wie für das Konzept Senior+ – entsprechende Projekte ausschreiben (aufgrund der Pandemie verzögert sich dies). Zu den Projekten, die vom Staat finanziell unterstützt wurden, gehört namentlich ein Projekt von Pro Infirmis Freiburg für das 75-jährige Bestehen der Organisation im Jahr 2021. Im Rahmen dieses Projekts ist eine inklusive Veranstaltung geplant, in der Menschen mit Behinderungen aus dem Kanton Freiburg neben professionellen Bühnenkünstlerinnen und Bühnenkünstlern auftreten werden, nachdem sie an Gesangs-, Tanz- oder Schauspielworkshops teilgenommen haben.

4. Zugänglichkeit der Einrichtungen

Beim Bau von Infrastrukturanlagen achtet der Staat auf die Einhaltung der Normen für die Barrierefreiheit von öffentlich zugänglichen Bauten oder Anlagen. Dies gilt auch für sämtliche öffentliche Bauvorhaben und für wichtige Gebäude. Diese Normen werden von der Kommission für behindertengerechtes Bauen geprüft, die mit dem Raumplanungs- und Baugesetz vom 2. Dezember 2008 (RPBG, SGF 710.1) eingesetzt worden ist. Diese Kommission gibt gemäss Artikel 129 RPBG Empfehlungen ab und begutachtet Bau oder Sanierungsvorhaben anhand der Baubewilligung. Sie prüft namentlich, ob diese Bauwerke oder Angebote für Menschen mit Behinderungen ohne Schwierigkeiten zugänglich sind. Unter den geltenden Normen legt die Norm SIA 500 «Hindernisfreie Bauten» verschiedene Regeln zu baulichen Aspekten (angepasste Toiletten, Zugangsrampen, Einbau von Aufzugskabinen mit angepassten Mindestmassen, rollstuhlgerechte Parkplätze), zu sensorischen Aspekten (ange-

passte Beleuchtung, Raumakustik, Einbau von induktiven Höranlagen) oder zu Bedienelementen und Beschriftungen (Markierung von Treppen usw.) fest. Der Handlungsspielraum der Kommission bleibt allerdings begrenzt. Es besteht kein gesetzlicher Hebel, um gestützt auf das Behindertengleichstellungsgesetz vom 1. Januar 2004 (BehiG, SR 151.3) die entsprechende Anpassung von Bauten, die vor Inkrafttreten des Gesetzes bewilligt wurden, zu verlangen – zumindest solange kein Baubewilligungsgesuch, etwa für eine Sanierung, eingereicht wird. Im Kulturbereich betrifft dies vor allem alte Gebäude, in denen heute Museen oder Kulturgüter untergebracht sind.

5. Bestandsaufnahme der inklusiven Kulturangebote im Kanton Freiburg

Im Postulat wird ein Bericht über die bestehenden inklusiven Kulturangebote im Kanton verlangt. Der Staatsrat möchte klarstellen, dass er diese Angebote weder anregt noch koordiniert und auch nicht über kein umfassendes Verzeichnis verfügt. Der Verein Procap Schweiz bietet diesen Service an, indem er Kulturinstitutionen und Veranstaltungen auflistet, die auf ihre Zugänglichkeit für Menschen mit einer Seh-, Hör- oder Mobilitätsbehinderung hinweisen. Gegenwärtig sind etwa dreissig Kulturstätten in Freiburg erfasst, wobei das Verzeichnis teilweise lückenhaft ist oder aktualisiert werden sollte. In ähnlicher Weise ermöglicht die Plattform des Verbands der Museen Schweiz *museums.ch* eine Museensuche nach deren Zugänglichkeitskriterien: Von den 28 Freiburger Museen, die diesem Verband angehören, sind 14 zumindest teilweise rollstuhlgerecht und 12 davon sogar vollständig mit dem Rollstuhl zugänglich. Zum Vergleich: In einem kürzlich erschienenen Artikel in der Tageszeitung *La Liberté* vom 13. Januar 2021 wurde berichtet, dass durchschnittlich 35% der Museen in der Schweiz vollständig mit dem Rollstuhl zugänglich sind. Es sollte auch darauf hingewiesen werden, dass die Fachstelle Kultur inklusiv von Pro Infirmis den Kulturinstitutionen, die ihre Zugänglichkeit für die Öffentlichkeit verbessern möchten, Beratung und Unterstützung anbietet. Die betreffenden Kulturinstitutionen können mit Hilfe der Fachstelle auf diesem Weg ein Label erlangen. Von den rund sieben Institutionen, die in der Schweiz mit diesem Label ausgezeichnet wurden, befindet sich eine im Kanton Freiburg (CREAHM in Villars-sur-Glâne).

Um das mit dem Postulat formulierte Anliegen ausführlicher beantworten zu können, wurde zwischen dem 17. Dezember 2020 und dem 17. Januar 2021 eine Umfrage durchgeführt. Dazu sandte das Amt für Kultur einen Fragebogen an die öffentlichen Bibliotheken, die kantonalen Kulturinstitutionen, die Museen, die Mitglied des Freiburger Museumsverbands sind, sowie an die wichtigsten professionellen Kulturveranstalter bzw. Kulturschaffenden des Kantons (Theater von regionaler Bedeutung, Veranstalter

der wichtigsten Saisonprogramme, Empfänger von Mehrjahres-Schaffensbeiträgen und anerkannte Ensembles). Es gingen 51 Antworten ein, die sich wie folgt aufteilen: Bibliothek/Mediathek 47%, Museen 24%, Veranstaltungsorte 14%, Kulturschaffende 12%, Sonstige 6%. Die Fragen der Umfrage waren nach den fünf Handlungsfeldern der Charta zur kulturellen Inklusion der Fachstelle Kultur inklusiv von Pro Infirmis Schweiz gegliedert: 1) Kulturelles Angebot, 2) Inhaltlicher Zugang, 3) Baulicher Zugang, 4) Arbeitsangebote und 5) Kommunikation. Hier die wichtigsten Ergebnisse (die vollständigen und anonymisierten Angaben können beim Amt für Kultur angefordert werden):

1) Kulturelles Angebot

Auf die Frage «Die Kulturinstitution thematisiert Vielfalt, Teilhabe und Behinderung künstlerisch in ihrem Programm und/oder in der Vermittlung» antwortete mehr als die Hälfte (53%) der Befragten mit Ja oder eher Ja. Hingegen gaben nur 14% an (Ja oder eher Ja), dass sie dabei Kulturschaffende und/oder Vermittelnde mit Behinderungen einbeziehen.

2) Inhaltlicher Zugang

40% der Befragten gaben an, dass ihre Kulturinstitution eine hindernisfreie Zugänglichkeit zu ihren Werken ermögliche, 40% antworteten auf diese Frage mit eher Ja, 16% mit eher Nein und 4% mit Nein. 66% bestätigten, es werde überprüft, wie zugänglich die Inhalte der eigenen Kulturangebote für Menschen mit Behinderungen sind. Beim Einsatz von Hilfsmitteln und Instrumenten, um das Angebot besser sichtbar, hörbar, erfahrbar und/oder verständlich zu machen, zeigt sich ein eher geteiltes Bild: 48% der Befragten beantworteten diese Frage mit Ja oder eher Ja, 52% hingegen mit Nein oder eher Nein.

3) Baulicher Zugang

Die Frage «Die Kulturinstitution bietet einen hindernisfreien baulichen Zugang» wurde von der grossen Mehrheit mit Ja (40%) oder eher Ja (40%) beantwortet. Hingegen geben lediglich 26% an, dass mit Fachpersonen mit oder ohne Behinderungen geprüft wird, wie gut Zirkulation und Orientierung in den eigenen öffentlich zugänglichen Veranstaltungsorten und -räumlichkeiten möglich sind. 40% der Befragten geben klar an, dass sie dies nicht tun.

4) Arbeitsangebote

76% der Befragten beantworteten die Aussage «Die Kulturinstitution bindet Menschen mit Behinderungen in die eigene Institution ein. Dazu ermöglicht sie entlohnte Praktika, Lehrstellen, Fest- und Teilzeitanstellungen, Fachberatungen, Arbeitstrainings, begleitete Arbeitsangebote und/oder Schulungen und Freiwilligenarbeit» mit Ja oder eher Ja.

5) Kommunikation

Etwas mehr als die Hälfte (42%) der Befragten verfügt über eine Kommunikationsstrategie, mit der sie ihr einschlägiges Angebot und ihre inklusive Politik barrierefrei vermitteln.

6) Bestehende Massnahmen

Es wurden bereits zahlreiche und vielfältige Massnahmen ergriffen. Dazu gehören der Einbezug von Menschen mit Behinderungen für Führungen oder Aktivitäten (wie z.B. Essen im Dunkeln), die Verwendung von Hilfsmaterial für das bessere Verständnis von Aufführungen und Ausstellungen (induktive Höranlagen, Untertitel, Tablets, angepasste Inszenierungen usw.), die Akzeptanz von Assistenzhunden, die Reservierung von geräumigeren Reihen, die Bereitstellung von Büchern in angepasster Schrift für Menschen mit einer Sehbehinderung und mit Legasthenie, Gastaufenthalte von Ensembles, die aus Künstlerinnen und Künstlern mit Behinderungen bestehen, die Zusammenarbeit mit spezialisierten Institutionen und Werkstätten im Rahmen von Veranstaltungen oder für die Ausarbeitung des Programms oder mit Fachverbänden (Pro Infirmis, Ecoute Voir, Procap, Zugangsmo-nitor, Myhandicap Schweiz usw.), insbesondere um für eine gute Bekanntmachung dieser Angebote bei den betroffenen Personen zu sorgen. Mehrere Befragte gaben an, dass sie Menschen mit Behinderungen den Zugang zu privaten Räumen ermöglichen, damit diese sich besser bewegen können (Aufzüge und Durchgangswege für das Personal), oder dass sie Besucherinnen und Besuchern, die Unterstützung benötigen, bei der Überwindung kleinerer Hindernisse helfen.

Zu den bereits gemachten Erfahrungen gehören die Anstellung von Personen über die IV oder die Praktika der Organisation ORIF (Integration und Berufsausbildung), wobei dabei ganz unterschiedliche Ergebnisse erzielt wurden. In den kulturellen Institutionen des Staates sind einige wenige feste Teilzeitarbeitsstellen von Menschen mit einer körperlichen oder psychischen Behinderung belegt. Einige kulturelle Einrichtungen nutzen die Dienste von geschützten Werkstätten für die Mahlzeiten und die Wäsche.

7) Herausforderungen und Massnahmen zur Verbesserung

Auf die Frage, wie in ihren Institutionen in Zukunft Massnahmen zu besserer Inklusion vermehrt berücksichtigt werden könnten, schlugen die Befragten vor, vermehrt ausserhalb ihrer Institution den Kontakt und Austausch mit der Bevölkerung zu suchen, gemeinsame Projekte mit spezialisierten Institutionen zu erarbeiten oder Kulturschaffende auf kreative Art und Weise rund um das Thema Behinderung einzubeziehen. Mehrere Institutionen haben Renovierungsprojekte geplant, um den Zugang zu erleichtern (Türen, Schwellen, Rampen, mobile Treppenlifte) und die Beschilderung/Markierungen anzupassen. Immer mehr setzt sich auch die Idee durch, in der Kommunikation die leichte Sprache zu verwenden.

Die Haupthindernisse für diese Initiativen sind der Mangel an personellen und finanziellen Ressourcen sowie das fehlende Wissen der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter; viele von ihnen wären an Sensibilisierungskursen zu diesem Thema interessiert. Zwar erklären sich die Institutionen bereit, Menschen mit Behinderungen im Rahmen einer Umschulung aufzunehmen, jedoch betonen sie, dass sie dabei Unterstützung benötigen und es ihnen oft an ausreichendem Platz fehlt. Sie wünschen sich mehr Unterstützung bei der Durchführung dieser Art von Projekten. Da Museen oft in alten und historischen Gebäuden untergebracht sind, erwähnen mehrere Befragte die Schwierigkeit, bauliche Verbesserungen vorzunehmen.

Aus den abschliessenden allgemeinen Anmerkungen wird ein echtes Interesse an einer vermehrt inklusiven Kultur ersichtlich, gleichzeitig werden darin aber auch die Schwierigkeiten bei der Umsetzung konkreter Massnahmen aufgezeigt. Fördermittel und fachliche Beratung wären daher sehr willkommen.

6. Schlussfolgerungen

Der Staatsrat hat die Situation zur Kenntnis genommen und beabsichtigt, sein Engagement für eine verstärkte inklusive Kultur in den kommenden Jahren fortzusetzen. Dazu sieht er insbesondere folgende Massnahmen vor:

- > **Durch das Sozialvorsorgeamt:** Ausschreibungen für Projekte zur Förderung der Inklusion von Menschen mit Behinderungen bei kulturellen, sportlichen und freizeithlichen Aktivitäten und Veranstaltungen; es wird eine Bilanz der im Rahmen des Massnahmenplans 2018–2022 zur Umsetzung der Politik für Menschen mit Behinderungen (in diesem Bericht unter Punkt 2 erwähnt) unterstützten Projekte gezogen, bevor mögliche zusätzliche Massnahmen geprüft werden.
- > **Durch das Amt für Kultur:** Verstärkte Sensibilisierung der Freiburger Kulturschaffenden und Kulturinstitutionen, Menschen mit Behinderung stärker in ihre Projekte einzubeziehen bzw. sie zu konsultieren, insbesondere durch entsprechende Hinweise in den Leistungsverträgen zwischen dem Staat und kulturellen Drittanbietern.
- > **Durch das Amt für Kultur:** Sensibilisierung der Kulturschaffenden und Kulturinstitutionen für die Verbesserungsmassnahmen, die sie ergreifen können, wie z.B. regelmässigeres Aktualisieren ihrer Informationen auf Online-Plattformen, die inklusive Angebote hervorheben und diese über ihre eigenen Kommunikationskanäle bekanntmachen. Zudem legt das Amt für Kultur den Kulturschaffenden und Kulturunternehmen die Inanspruchnahme der Dienste der Fachstelle Kultur inklusiv von Pro Infirmis zur Unterstützung bei der Erlangung des von dieser Organisation verliehenen Labels nahe.

- > **Auf Anregung des Amts für Kultur:** Einrichtung einer Plattform für den directionsübergreifenden Austausch und die Koordination zwischen den staatlichen Ämtern bzw. Fachstellen (Amt für Kultur, Sozialvorsorgeamt, Jugendamt, Fachstelle für die Integration der Migrantinnen und Migranten und für Rassismusprävention), die sich mit Fragen im Zusammenhang mit der Kultur und Gesellschaft (kulturelle Teilhabe, Integration, Inklusion) beschäftigen. Förderung des Austausches zwischen dieser Plattform, den Gemeinden und Fachorganisationen, insbesondere der Fachstelle Kultur inklusiv von Pro Infirmis.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.
